



## **FLAMBEE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES**

**Impact de la crise alimentaire au Liberia,  
et plus particulièrement à Monrovia et sa périphérie**



**Du 12 mai au 15 juin 2008**

Caroline BROUDIC  
Consultante

## GLOSSAIRE

- ACF** : Action Contre la Faim
- ANDP** : Aide aux populations en difficulté
- CWIQ** : Questionnaire d'indicateur de développement clé
- CFSNS**: Etude globale sur la nutrition et la sécurité alimentaire
- FAO** : Organisation des Nations-unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- PNB** : Produit national brut
- GDP** : Produit National Brut
- FMI** : Fonds Monétaire International
- IRIN** : Réseaux d'information régionale intégrée (l'IRIN fait partie du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires)
- MdA** : Ministère de l'Agriculture
- ONG** : Organisation non gouvernementale
- OPEP** : Organisation des pays exportateurs de pétrole
- OTP** : Traitement ambulatoire de la malnutrition
- PRSP** : Etude de stratégie de réduction de la pauvreté
- SDTM** : Société de Distribution de Toutes Marchandises
- CNS** : Centre Nutritionnel Supplémentaire
- CNT** : Centre Nutritionnel Thérapeutique
- UNEP** : Programme des Nations Unies pour l'environnement
- BM** : Banque Mondiale
- PAM** : Programme Alimentaire Mondial

# TABLE DES MATIERES

<b>Résumé</b>	<b>4</b>
<b>1. Analyse macro et méso- économique</b>	<b>7</b>
1.1. Description rapide des principaux indicateurs macro-économiques	7
1.2. Quels sont les signes de l'augmentation mondiale des prix?	9
1.3. Pour quelles raisons le Liberia est-il si vulnérable face à la crise actuelle ?	12
1.4. Quels sont les risques prévisibles ?	15
1.5. Quelles sont les contraintes exercées au développement de la production agricole?	16
1.6. Quelles sont les mesures prises ou envisagées afin de diminuer les risques de détérioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire?	17
<b>2. Analyse micro-économique</b>	<b>20</b>
2.1. Contexte de la crise alimentaire actuelle	20
2.2. Quels sont les effets prévisibles de la crise alimentaire au niveau microéconomique?	21
<b>3. Recommandations</b>	<b>24</b>
3.1. Recommandations à court terme	24
3.2. Recommandations à moyen et long terme	27
<b>4. Conclusion</b>	<b>30</b>

## List des graphiques et tableaux:

Tableau 1 :	Commerce extérieur (2005-2007)
Tableau 2 :	Composition des importations en matières premières (2005-2007)
Tableau 3 :	Composition des exportations en matières premières (2005-2007)
Tableau 4 :	Prix d'un sac de 50 kg de riz brisé – Libéria
Graphique 1 :	PNB national par secteur (1987)
Graphique 2 :	PNB national par secteur (2007)
Graphique 3 :	Principales exportations libériennes – 1978
Graphique 4 :	Indice des prix à la consommation à Monrovia

## RESUME

La crise alimentaire mondiale a été largement commentée ces derniers mois. La flambée des prix des matières premières essentielles a déjà provoqué des émeutes dans plusieurs pays et est considérée comme une menace sérieuse pour la sécurité alimentaire des populations et la stabilité nationale. Bien que la crise actuelle entraîne des effets négatifs sur la plupart des pays, des contextes nationaux spécifiques sont susceptibles d'augmenter leur vulnérabilité à un choc de cette ampleur. Ainsi la dépendance aux importations des matières premières essentielles, la capacité des autorités à atténuer l'impact de l'augmentation des prix, la confiance de la population envers le marché, la stabilité politique ou encore les niveaux de vie moyens sont des facteurs d'intensification ou de diminution de la crise et de ses conséquences.

Dans une telle perspective, le Libéria peut être considéré comme particulièrement vulnérable à l'instabilité du marché international. Les quatorze années de guerre civile ont, en effet, eu des conséquences extrêmement négatives sur l'économie nationale, que ce soit à l'échelle macroéconomique ou microéconomique et ont impliqué des changements profonds dans la société libérienne. Le pays dépend aujourd'hui largement des importations en ce qui concerne les matières premières essentielles : le pétrole et les produits alimentaires constituent les principales importations (respectivement 25% et 24% du total des importations). Le riz est l'aliment de base des Libériens, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, alors qu'environ les deux tiers de la consommation annuelle sont fournis par les importations. Une telle dépendance aux importations rend le pays extrêmement vulnérable aux fluctuations internationales et pourrait compromettre à court ou moyen terme la sécurité nutritionnelle et alimentaire de la population.

Cet événement extérieur constitue donc un facteur aggravant dans un environnement déjà fragile ; il pourrait ralentir le processus de reconstruction nationale et obliger à des orientations économiques ayant des conséquences probablement durables.

La saison des pluies au Libéria accentue encore les facteurs de risques sanitaires, nutritionnels et alimentaires en exacerbant les contraintes exposées ci dessous:

- i) **Augmentation des prix de la production agricole locale** : la saison des pluies correspond à la *période creuse* dans les zones rurales libériennes ; la production locale est plus faible et ses prix par conséquent plus élevés. Les difficiles conditions de circulation dues au très mauvais état des routes pendant la saison des pluies contribuent également à l'augmentation des prix dans les zones urbaines (zones côtières et arrière-pays) en raison de la répercussion de l'augmentation des coûts de transport. Il existe ainsi une inflation saisonnière avérée sur les produits alimentaires de base pendant la saison des pluies.
- ii) **Baisse des sources de revenus** : les offres d'emploi sont plus limitées à Monrovia pendant la saison des pluies<sup>1</sup>. Les conditions climatiques gênent les déplacements dans la capitale, ce qui a des conséquences négatives sur le commerce de détail qui constitue la principale activité économique des femmes.
- iii) **Risques d'épidémie** : les infections respiratoires aiguës, le paludisme, et la diarrhée figurent parmi les principaux problèmes sanitaires rencontrés par les habitants de Monrovia au cours de l'année. Ces risques atteignent un pic saisonnier à la fin de la saison des pluies pour le paludisme comme pour le choléra. Il n'existe pas de données fiables reflétant le caractère saisonnier des taux de malnutrition, mais il est largement reconnu que l'on observe une augmentation des cas pendant la saison des pluies.
- iv) **Déplacements plus difficiles dans la ville et en dehors de la ville** : En raison d'un système d'écoulement et d'évacuation inapproprié ou inexistant, certains quartiers de la ville sont inondés et/ou inaccessibles tout au long de la saison des pluies. Ces obstacles aux déplacements n'affectent pas seulement de manière négative l'économie des ménages, ils peuvent également avoir un impact sur les conditions sanitaires en raison d'un environnement malsain (eaux stagnantes) et d'une accessibilité moindre aux centres de santé.

---

1 Pour plus ample information, se référer à ACF – La malnutrition des enfants de moins de cinq ans à Monrovia: quelques facteurs clé, Décembre 2007

En analysant différents indicateurs internationaux et nationaux, on peut estimer que le pic de la crise n'a pas encore été atteint au Libéria. Une aggravation de la plupart de ces indicateurs est à prévoir au moins jusqu'en novembre ou décembre 2008. Pour illustrer ce point, les experts anticipent un baril de pétrole à US\$ 150-170 dans les deux prochains mois [contre US\$ 142 le 27 juin] et le maintien des prix du riz jusqu'à l'automne, principale période de moisson dans les pays d'Asie du sud. Les fluctuations internationales se refléteront certainement sur le marché libérien puisque les stocks actuels de riz seront épuisés au plus tard en août ou septembre 2008. Certains signes visibles, qui peuvent être directement attribués à la flambée des prix ont déjà été observés : changement de régime alimentaire, baisse des revenus, inégalités devant l'augmentation des prix, effondrement des réseaux sociaux, participation des enfants à l'économie des familles, développement des stratégies d'adaptation. Action Contre la Faim [ACF] a également remarqué une augmentation de 40% des nouvelles admissions dans ses CNT/points OTP entre avril et mai dernier. Il est encore trop tôt pour établir un lien direct entre cette augmentation et la crise actuelle d'accessibilité à la nourriture, bien que cette dernière affaiblisse certainement davantage une situation déjà précaire à l'échelle des familles.

A très court terme, ACF est particulièrement préoccupée par la possible dégradation des conditions sanitaires à Monrovia ; la baisse importante du pouvoir d'achat conduisant à un accès limité aux produits de première nécessité (produits alimentaires, eau, etc.), au recours à des mécanismes d'adaptation destructeurs et à la résurgence de tensions sociales.

Lorsque l'on analyse l'impact de la crise alimentaire mondiale, on doit également être particulièrement vigilant aux conséquences à moyen et long terme. Certaines des décisions prises pour atténuer les conséquences immédiates de la crise risquent d'avoir des effets secondaires négatifs à long terme sans lien de cause à effet direct. L'un des risques identifiés à moyen et long terme est la possible désaffectation des fonds destinés à d'autres secteurs en raison de l'augmentation des prix des matières premières essentielles. Par exemple, la réduction des dépenses de santé et d'éducation aura certainement un impact négatif à long terme bien qu'elles ne puissent pas être détectées à court terme.

### **Recommandations :**

Considérant les indicateurs alarmants pour les mois à venir, et compte tenu d'un état de la population déjà préoccupant, ACF recommande fortement des interventions immédiates *afin d'atténuer les conséquences négatives de la flambée des prix des matières premières sur les populations urbaines à risque* ainsi que des mesures à long terme destinées à *atténuer la vulnérabilité aux chocs extérieurs tels que l'instabilité des marchés internationaux*. Certaines initiatives, notamment de la part du gouvernement, ont déjà été annoncées ou effectivement prises, mais ACF souhaite simplement contribuer par le présent rapport aux analyses effectuées et fournir quelques recommandations concernant les défis actuels et à venir.

**Une réponse à court terme** pourrait résulter des trois objectifs suivants:

*01: Augmenter la capacité de réaction à une hausse importante des taux de morbidité [y compris la malnutrition] par:*

- Le traitement de la malnutrition aigüe modérée et grave par les CNT, les points OTP et les CNS
- Un système de surveillance de la situation nutritionnelle et des taux de mortalité et de morbidité
- Un positionnement de kits d'urgence de traitement de la malnutrition à utiliser en cas de détérioration grave

*02: Atténuer les risques d'épidémie et de dégradation du statut nutritionnel des populations en répondant aux besoins des populations les plus à risque par:*

- Des repas quotidiens chauds pour les enfants de moins de trois ans en milieu urbain (Monrovia)
- Des bons alimentaires/en liquidités pour les femmes enceintes ou allaitantes

*03: Améliorer le pouvoir d'achat des populations les plus défavorisées par:*

- Des opérations de travail contre rémunération dans les zones rurales et urbaines

**Les interventions à moyen et long terme** pourraient être réparties en trois objectifs spécifiques:

*01: Renforcer la capacité de résistance des populations à risque en zone urbaine en diversifiant les sources de nourriture et de revenus*

*02: Réduire la dépendance aux marchés internationaux pour les produits alimentaires de base*

*03: Renforcer les capacités d'autosuffisance des petits producteurs*

Précisons enfin que la présente étude se concentre sur Monrovia et sa périphérie. Une analyse spécifique de l'impact de cette crise sur les zones rurales et des possibles différences régionales est vivement recommandée. En effet, la sécurité alimentaire des populations rurales dépendant en effet des marchés pendant la période creuse, elle restera un enjeu important jusqu'en octobre 2008, date de la prochaine période de récoltes.

## 1. Analyse à l'échelle macro et méso-économiques

Le prix du riz constitue un problème particulièrement sensible au Libéria. En effet, le riz constitue, avec le manioc, l'aliment de base de toute la population libérienne. En avril 1979, la décision du gouvernement Tolbert d'augmenter le prix du riz avait entraîné de violentes émeutes à Monrovia (connues sous le nom d'*émeutes du riz*) suivies d'une crise politique majeure. A l'époque, l'objectif de la politique de Tolbert était d'améliorer l'autosuffisance du pays en riz ; d'une part en incitant les producteurs à la production par l'augmentation du prix de vente, et d'autre part en ralentissant les migrations des zones rurales vers les zones urbaines. Les revenus à la production n'étaient en effet pas assez attractifs et le riz produit localement ne pouvait réellement concurrencer le riz importé, ce qui dissuadait les agriculteurs de produire pour la vente. Il est globalement admis que la mise en œuvre de cette politique a définitivement déstabilisé le gouvernement Tolbert. A la lumière du passé, la crise alimentaire actuelle prend par conséquent une dimension toute particulière au Libéria.

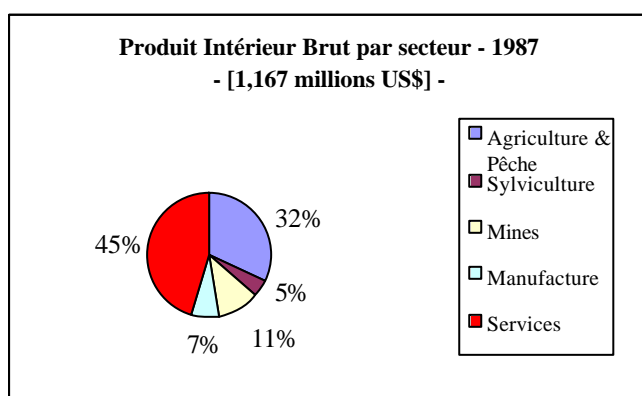
L'augmentation des prix n'est donc pas simplement préoccupante au niveau socio-économique mais également sur le plan politique car elle peut faire peser une menace sur la stabilité nationale. Le Ministre de l'Agriculture, M. Toe déclarait récemment dans un entretien '*Etant donné notre passé conflictuel, si nous souhaitons faire en sorte de préserver la stabilité et consolider la paix, nous voulons que le riz soit disponible et accessible, et que la population soit en mesure de l'acquérir*'<sup>2</sup>.

### 1.1. Quelques indicateurs macroéconomiques

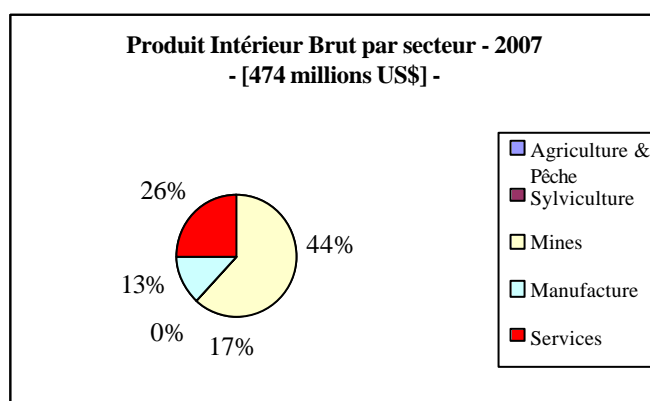
#### Produit National Brut par secteur

Selon l'analyse du FMI [2008], '*Il y a trente ans, le PNB par habitant du Libéria égalait celui de l'Egypte, de l'Indonésie ou des Philippines et était plus du double de celui de l'Inde*'. Deux guerres civiles pendant la période de 1989 à 2003 ont eu cependant des conséquences désastreuses sur l'économie libérienne. En 2007, le PNB ne représente plus que 40% du niveau qu'il avait avant la guerre (1987). Les secteurs de l'agriculture et de la pêche contribuent désormais majoritairement au PNB et leur contribution est demeurée plus ou moins stable de 2000 à 2007 avec l'exception notable de l'année 2003 (diminution du PNB d'environ 30% en valeur par rapport à 2002). Le déclin agricole de 2003 est dû à l'instabilité politique et à la résurgence des combats à Monrovia. Il est intéressant de noter que l'agriculture ne représentait qu'un dixième du PNB national à la fin des années 1970 [PRSP, 2008] quand elle en représente 44% en 2007. Cette importante variation n'est pas due à une augmentation de la production agricole mais à un effondrement complet des autres secteurs pendant la guerre civile.

Graphique 1: PIB national par secteur (1987)<sup>3</sup>



Graphique 2: PIB national par secteur (2007)



Les sanctions de l'ONU sur les exportations de bois ont entraîné un important déclin de la contribution du secteur forestier au PNB du pays (US\$ 59 millions en 2004 contre US\$ 134 millions en 2002). Les sanctions étant désormais levées, on s'attend à ce que les activités forestières reprennent.

<sup>2</sup> Source: IRIN – Monrovia, 25/04/2008

<sup>3</sup> En prix constants de 1992

## Commerce extérieur

Depuis 2005, le déficit de la balance commerciale libérienne n'a cessé de se creuser, ce qui s'explique en grande partie par la reprise économique après la guerre (la reconstruction entraînant l'importation d'équipements/matériaux, l'augmentation de la consommation, etc.) et par la tendance globale à la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole.

**Tableau 1: Commerce extérieur (2005 – 2007) en Millions de US\$**

Année	Exportations	Importations	Balance commerciale	Total des mouvements commerciaux
2005	131,3	309,9	-178,6	441,2
2006	157,8	466,7	-308,9	624,5
2007	184,1	498,7	-314,6	682,8

(Source: Ministère du commerce et de l'industrie et Ministère des finances– 2007)

### Importations:

Le pétrole constitue la plus importante source d'importation avec **25% du total** en 2007. Les produits alimentaires se placent juste derrière (**24% du total**, dont le riz représente 65,3%). Les dépenses en pétrole et en riz ont considérablement augmenté depuis 2005 (respectivement de 37% et de 280% entre 2005 et 2007), ce qui est dû à la fois à la hausse des prix sur les marchés internationaux mais également à l'augmentation de la demande nationale. Depuis fin 2006, les prix du pétrole et des produits alimentaires sur les marchés mondiaux ont beaucoup augmenté, ce qui a détérioré la balance commerciale des pays importateurs nets tels que le Libéria. On peut également estimer que la diminution de l'aide humanitaire a augmenté encore davantage la demande et de fait les importations de produits alimentaires - dont le riz.

**Tableau 2: Composition des importations en matières premières en Millions US\$ - 2005 – 2007**

Catégorie	2005	2006	2007
Produits alimentaires et bétail	68.2	117.0	<b>121.8</b>
Riz	17.2	62.4	65.3
Boissons et tabac	8.4	13.7	14.8
Matériaux bruts	8.0	11.9	7.9
Minéraux, carburants et lubrifiants	28.9	10.6	9.4
Huile animale et végétale	2.6	7.5	7.9
Produits chimiques et produits liés	9.2	23.6	19.6
Produits manufacturés	27.3	48.7	63.8
Machines et équipement de transport	32.6	57.3	<b>90.2</b>
Produits pétroliers	91.0	122.0	<b>125.1</b>
Divers	30.3	54.4	38.2
<b>Total</b>	<b>309.9</b>	<b>466.7</b>	<b>498.7</b>

(Source: Ministère du commerce et de l'industrie et Ministère des finances– 2007)

Les dépenses en riz et en pétrole augmenteront probablement encore en 2008 puisque leurs prix sur les marchés internationaux ont augmenté respectivement de 76% et de 21% entre décembre 2007 et avril 2008 [référence Indice des prix du riz FAO et OPEP]. Alors que les prix du riz devraient se stabiliser rapidement (octobre – novembre 2008), les experts internationaux prévoient une augmentation continue du prix du pétrole dans les années à venir, ce qui pourrait fragiliser les perspectives de reprise économique au Libéria.

### Exportations:

Le caoutchouc domine largement les exportations libériennes, puisqu'il représente 92% des exportations totales en 2007. Le commerce extérieur libérien est ainsi très dépendant d'une seule matière première ce qui le rend particulièrement exposé aux fluctuations internationales.

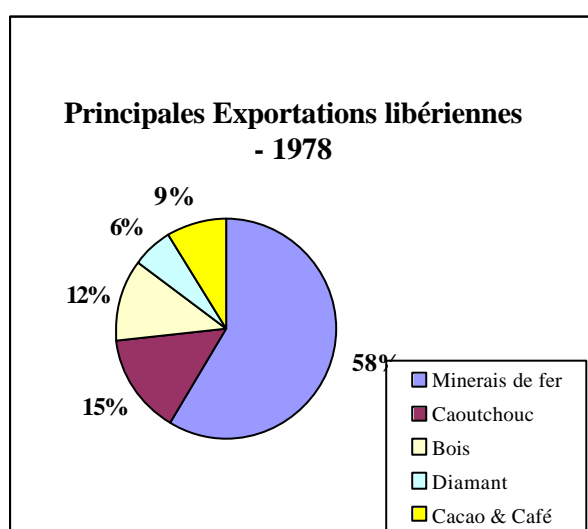
**Table 3: Composition des exportations de matières premières en Millions US\$ - (2005 – 2007)**

Catégorie	2005	2006	2007
Caoutchouc	126.7	150.1	170.9
Bois	n/a	n/a	n/a
Cacao et café	0.3	0.3	0.3
Minerai de fer	-	1.0	0.5
Or		0.05	4.5
Diamants		0	2.3
Autres matières premières	4.3	6.4	4.6
<b>Total</b>	<b>131.3</b>	<b>157.85</b>	<b>184.1</b>

(Source: Ministère du commerce et de l'industrie et Ministère des finances– 2007)

Comme l'illustre le graphique 3 ci-dessous, les exportations libériennes à la fin des années 1970 étaient marquées par une plus grande diversité des produits exportés tout en étant largement dominées par le minerai de fer:

**Graphique 3: Principales exportations libériennes - 1978**



(Source: Etude économique sur le Libéria - 1981)

A la fin des années 1970, le commerce extérieur libérien dépendait essentiellement de l'exploitation des ressources naturelles. Dans les années 60 et 70, le Libéria était le principal exportateur de minerai de fer d'Afrique et le troisième dans le monde. L'exploitation des mines de fer représentaient 60% des exportations totales. Le gouvernement libérien s'attend à ce que la contribution du minerai de fer augmente dans les années à venir avec la mise en exploitation, notamment, des concessions minières du sud africain DMC [Delta Mining Consolidated] et d'Arcelor Mittal.

Des concessions ont également été accordées à des sociétés étrangères pour l'exploitation du caoutchouc et du bois.

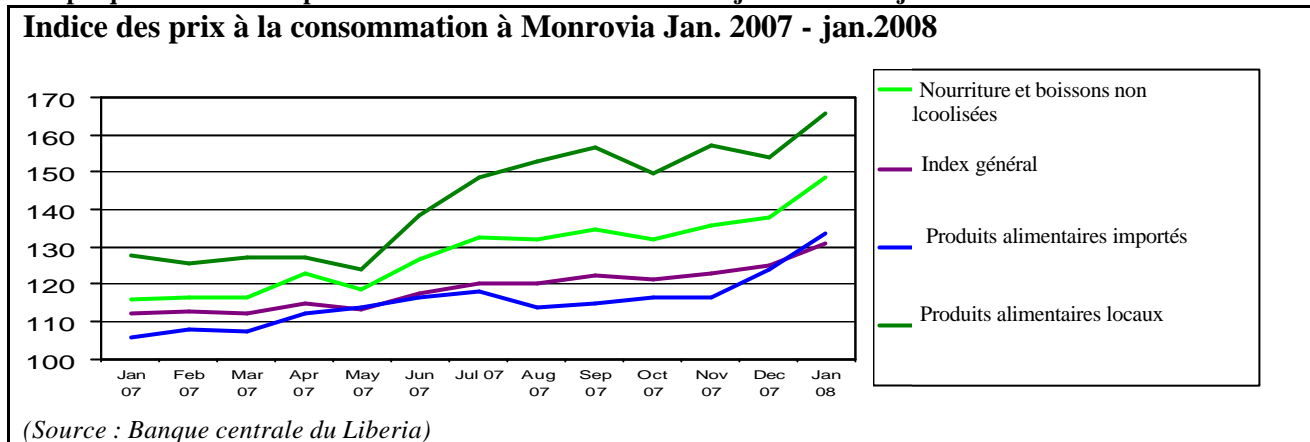
Les ressources sont principalement exportées à l'état brut sans création de valeur dans le pays, ce qui affaiblit encore le commerce extérieur libérien, en réduisant les marges possibles et en le rendant plus exposé à la concurrence.

## ***1.2. Quels sont les signes de l'augmentation mondiale des prix?***

### **Evolution des prix à Monrovia**

Les prix des produits alimentaires augmentent depuis 2006, et le phénomène tend à s'accroître depuis le début de l'année 2008. L'inflation concerne la plupart des produits alimentaires et non alimentaires essentiels : riz, manioc, huile de palme et huile végétale, poisson, viande, transports, charbon de bois, etc. La Banque Centrale du Libéria a estimé à 18,8% le taux de l'inflation des produits alimentaires en 2007 [10.19% pour les produits alimentaires importés et 25.88% pour les produits alimentaires nationaux]. Le graphique suivant illustre les variations de l'indice des prix à la consommation en 2007

Graphique 4: Indice des prix à la consommation à Monrovia – janvier 2007 / janvier 2008



Rappelons que le Libéria est un importateur net de **riz et de pétrole**, deux produits actuellement extrêmement sensibles sur les marchés internationaux.

### Evolution du prix du riz

Les prix du riz sur les marchés internationaux ont très fortement augmenté depuis novembre 2007 [112% entre avril 2007 et avril 2008]. Les analystes de la FAO indiquent que les prix internationaux devraient demeurer élevés au moins jusqu'à la fin de l'année, période à laquelle l'essentiel de la production mondiale, notamment en provenance des pays du Sud-est asiatique, sera disponible sur les marchés.

Il existe actuellement trois importateurs privés officiels de riz au Libéria, qui bénéficient de l'agrément des autorités:

- Fouta Corporation [~ 45% des importations],
- SDMT [~ 30% des importations],
- Gateway-Harmony [~ 25% des importations]

Par ailleurs, bien qu'elle ne soit pas officiellement considérée comme un importateur, la société Firestone paie en partie en nature ses 7 000 employés avec du riz importé des Etats-Unis.

Le marché du riz pourrait ainsi être considéré comme un marché contrôlé par un oligopole qui pourrait jouer sur les fluctuations du prix du riz et accentuer les risques de spéculation.

On dit que le Libéria importe environ 160 000 tonnes de riz par an, pour une consommation totale d'environ 240 000 tonnes par an. Il existe quatre principales sortes de riz importé sur les marchés de Monrovia : le riz précuit des EU, le riz précuit de Chine, le riz brisé de Chine et le riz blanc long grain d'Inde.

Le riz précuit américain était avant la guerre civile la variété la plus consommée avant même le riz produit localement car il était disponible en grande quantité et facilement accessible par l'intermédiaire du « programme de monétisation ». Dans les années 1980, entre 25 et 35% du riz consommé au Libéria provenait de l'aide alimentaire et des importations commerciales, principalement en provenance des Etats-Unis<sup>4</sup>. Jusqu'à la fin des années 1980, à Monrovia, les fonctionnaires et employés des sociétés privées recevaient en sus de leur salaire des sacs de riz précuit américain. Ainsi, la population urbaine consommait plus largement le riz précuit américain, bien que du riz produit localement soit également disponible et accessible sur les marchés. A la suite de l'explosion du conflit, le Libéria a développé de nouvelles relations commerciales notamment avec les pays d'Asie (principalement la Chine et l'Inde), le riz américain devenait en effet inabordable pour la plupart des libériens dont le pouvoir d'achat avait radicalement diminué. Le riz brisé de Chine est depuis lors la principale variété consommée par les citoyens à bas revenu de Monrovia, bien qu'ils préféreraient sans doute le riz précuit américain ou peut être même le riz produit localement, si ces derniers étaient disponibles sur les marchés et à un prix abordable.

4 Voir Geepu Nah Tiepoh - « La libéralisation de l'importation du riz au Libéria: quelques problèmes politiques essentiels »

La disponibilité du riz est depuis le début de l'année une préoccupation essentielle à Monrovia. Le riz précuit reste disponible au niveau des grossistes ou des détaillants, mais en petites quantités, ce qui implique des prix élevés. Les importations de riz ont presque cessé car l'Inde comme la Chine ont imposé des restrictions sur les exportations de riz pour protéger leurs marchés nationaux<sup>5</sup>. Le coût à la tonne de la dernière expédition reçue, en mai 2008, était de US\$ 795 alors qu'il était « seulement » de US\$400 en octobre dernier (et contre plus de 1 000 US\$ la tonne aujourd'hui<sup>6</sup>). **Les stocks risquent d'être épuisés d'ici août ou septembre prochain.** Comme le souligne un professionnel du commerce du riz, ces stocks pourraient diminuer encore plus du fait des opérations commerciales transfrontalières et d'un prix plus élevés dans les pays voisins (Sierra Leone, Guinée...)<sup>7</sup>. Il n'est cependant pas possible de déterminer les volumes concernés ni donc de mesurer l'impact réel de ce phénomène sur le stock national.

La rareté du riz sur le marché entraîne déjà une grande volatilité des prix, et cette tendance risque de s'aggraver tant que les deux principaux partenaires du Libéria (l'Inde et la Chine) maintiendront leurs restrictions à l'exportation. Les prix sur le marché international ne baisseront probablement pas de manière significative avant l'automne prochain, principale période de récoltes dans les pays de l'Asie du Sud. On s'attend à ce que le marché local reflète les tensions sur les marchés internationaux et les prix vont très certainement continuer à augmenter dans les mois à venir.

Par ailleurs, le fait que riz précuit américain ne soit plus abordable pour les libériens a entraîné une suspension des importations en provenance des Etats Unis pour des raisons économiques. *“En ce moment, seuls la Thaïlande, le Pakistan et les Etats Unis, parmi les principaux exportateurs, exportent du riz sans aucune restriction”*, mais à des prix prohibitifs.

**Prix en gros et au détail ??? (rien dans le tableau sur le détail) du riz importé en mai 2008 pour un sac de 50 kg**

Origine	Qualité	Prix au port	Prix en gros	Prix en 2006 <sup>8</sup>
Chine	Précuit	Plus disponible	Plus disponible	-
EU	Précuit	Plus disponible	45 US\$	~ 22 US\$
Chine	Riz brisé	30US\$	31 US\$	~ 20 US\$
Inde	Blanc long grain	Plus disponible	Plus disponible	-

Bien que le riz brisé demeure la variété la moins chère à Monrovia, son prix continue à augmenter régulièrement. Notamment, les prix de détail sont mesurés en "tasse" (environ 0,4 kg) car la plupart des consommateurs n'ont pas les moyens d'acheter un sac de 25 ou 50 kg. Une tasse de riz brisé coûte actuellement L\$20<sup>9</sup>, ce qui, ramené au prix du sac, correspond à US\$39 les 50 kg. Si les autorités ont bien fixé un prix plafond pour la vente du riz au sac [US\$ 30 en gros et US\$ 31 au détail pour le sac de 50 kg], il n'y a pas de réglementation sur le prix à la "tasse" ; ce qui entraîne – malgré la régulation apparente - une augmentation radicale des prix pour les consommateurs [+33% par rapport au début 2008]. La tasse de riz américain précuit coûtait L\$ 25 en mai 2008, soit l'équivalent de US\$ 50 pour un sac de 50 kg. A titre de comparaison, le salaire mensuel minimum d'un fonctionnaire est de **US\$ 55.00** [extrait du budget national 2007-2008: *“A partir du 1<sup>er</sup> juillet, 2007, le salaire minimum des fonctionnaires sera fixé à US\$ 55.00”* – Section V: Dépenses – (b)] et un sac de riz de 50 kg dure environ trois semaines pour une famille de 7 personnes<sup>10</sup>.

**Le riz local** est rare ou inexistant sur les marchés et son prix est plus élevé que le riz brisé importé. Cela n'est pas uniquement lié à la saison des pluies (période creuse en termes de disponibilité de la nourriture) : le riz local est en réalité quasiment absent des marchés de Monrovia depuis la guerre civile. Un seul vendeur a été identifié sur le marché de Douala - l'un des trois principaux marchés de Monrovia-, avec un prix à la tasse à L\$ 30. Les deux raisons principales pour expliquer la faiblesse de cette offre sont: i) l'insuffisance de la production depuis la guerre, en particulier en raison des migrations des zones rurales vers les zones

5 Les restrictions d'exportation imposées par le gouvernement indien ont été édictées en avril et ne devraient pas être levées avant octobre ou novembre 2008

6 50 US\$ par sac de 50 kg

7 Le Libéria a imposé une restriction sur les exportations de produits alimentaires en tant que mesure d'urgence pour protéger son marché national, mais le gouvernement l'a rapidement suspendue car cette mesure était considérée comme protectionniste

8 Selon les représentants de l'Association du marché libérien sur les marchés en gros de Red Light et Douala

9 US\$ 1 = L\$ 62 le 21 mai (L\$ = dollar libérien)

10 Informations du WFP [la consommation quotidienne équivaut à 0,35 kg par personne]

urbaines et des difficultés d'accès aux intrants agricoles (semences, engrais, etc.) pour ces populations, et ii) les coûts de transport et les conditions de circulation routière (réseau routier très limité et en très mauvais état).

### **Augmentation radicale du prix du pétrole**

La hausse astronomique des prix du pétrole au cours des deux dernières années contribue à augmenter le coût des importations ainsi que les prix de la production locale. L'augmentation des coûts de transports des produits vers Monrovia entraîne une hausse des prix de la production locale. L'huile de palme est unanimement citée comme l'un des produits les plus affectés ces derniers temps. L'huile de palme est également susceptible d'être soumise aux fluctuations internationales à l'avenir en raison de la demande croissante de biocarburants. Cette augmentation serait un réel problème car l'huile de palme est la principale huile alimentaire consommée par les Libériens à bas revenu et une source importante d'apport calorique quotidien. Le prix du manioc - deuxième aliment de base au Libéria-, augmente également de façon significative. Si les coûts du transport expliquent en partie cette augmentation, se produit également un phénomène de substitution : étant donné la très forte augmentation du prix du riz, beaucoup de consommateurs l'ont abandonné au profit du manioc, accroissant ainsi la demande en manioc et participant ainsi à l'augmentation de son prix. Le poisson, l'une des principales sources de protéines des habitants des villes côtières du Liberia, est également soumis à l'augmentation des prix en raison de l'augmentation des prix du carburant pour les bateaux de pêche.

Enfin, l'augmentation du prix du pétrole sur les marchés mondiaux a également un impact direct sur le budget des familles car le transport est le second poste de dépenses des habitants de Monrovia [8% des dépenses des ménages contre 52% dédiés à l'alimentation, CFSNS 2007]. Les taxis ont ainsi récemment augmenté leurs prix de plus de 50% pour répercuter la hausse des prix des carburants et s'adapter à une nouvelle loi limitant le nombre de passagers par voiture.

### **1.3. Pour quelles raisons le Liberia est-il si vulnérable face à la crise actuelle ?**

#### **Un système dual**

Le développement économique du Libéria est fortement ancré dans un système dual qui donne le sentiment que l'intégrité territoriale du pays n'a jamais été totalement achevée. La ceinture côtière qui comprend les principales villes (Monrovia, Buchanan, Harper, etc.) est en effet plus ouverte sur l'extérieur que vers l'intérieur des terres. Cela est essentiellement lié à l'histoire du Libéria puisque l'arrivée et l'installation des Congos (esclaves affranchis des Etats Unis et des Caraïbes) s'est faite essentiellement le long de la côte. La particularité de la répartition de la population sur le territoire libérien n'est donc pas la résultante d'un exode rural mais de l'installation de nouveaux habitants dans le pays. Deux sociétés différentes ont ainsi coexistées sans réel lien pendant près d'un siècle et demi. La majorité des Libériens n'a pas profité de la croissance économique des années 50-60 ; cette réalité a été identifiée par le PRSP comme l'une des deux principales causes qui ont nourri la guerre civile: i) la concentration du pouvoir entre les mains de l'élite à Monrovia et la distribution inégale du revenu national et ii) la détérioration de la situation économique à la suite de la crise internationale des années 70.

La structure économique du Libéria illustre parfaitement cette dualité : les principaux investissements ont favorisé le développement de la production à l'exportation au détriment de la production répondant aux besoins des consommateurs nationaux. En dépit d'un potentiel agricole considérable, le secteur de l'agriculture de subsistance ne s'est jamais véritablement développé ; ce qui a entraîné une faible qualité et compétitivité des produits locaux. La répartition géographique des ressources est une parfaite illustration de ce développement à deux vitesses. Le réseau routier d'environ 700 km de routes goudronnées est par exemple étroitement lié au développement des concessions privées [Firestone des années 1920 aux années 1940, Liberia Mining Company dans les années 50, les sociétés forestières des années 60 aux années 90].

A côté de cela, les routes reliant les villages entre eux ont été peu développées, ce qui n'a pas favorisé la commercialisation de la production locale (*"Le riz local est principalement produit et vendu dans le même comté que celui dans lequel il a été produit alors qu'on peut trouver le riz importé dans tout le pays"* – Liberia Market Review, 2007) et a renforcé la dépendance des zones urbaines côtières aux importations de produits alimentaires de base.

## La dépendance aux marchés internationaux

L'économie du Libéria est structurellement orientée vers les marchés internationaux à la fois pour l'importation de matières premières de base et pour la génération de ses revenus nationaux.

### Importations:

Le Libéria est fortement dépendant des importations en matière de consommation alimentaire. Le riz est l'aliment de base dominant, et environ les deux tiers de la consommation annuelle du pays proviennent de l'importation. La population urbaine dépend même quasi entièrement du riz importé puisqu'il représente 92% de la consommation totale de riz<sup>11</sup> en zone urbaine (Questionnaire d'indicateur de développement clé, 2007). Une dépendance aussi forte aux importations pour le principal produit alimentaire essentiel n'est pas seulement paradoxale, elle constitue également une menace pour la sécurité alimentaire des populations en rendant le pays extrêmement vulnérable aux fluctuations internationales. Bien que l'autosuffisance soit une préoccupation de longue date des différents gouvernements, le pays reste un importateur net de riz depuis les années 1950. Les 14 ans de guerre civile ont encore aggravé cette dépendance avec l'effondrement de production agricole locale : la production de riz a diminué de 76% entre 1987 et 2005 (PRSP, 2008).

Monrovia dépend également largement des importations pour d'autres aliments comme les œufs (importés d'Inde), les fruits et légumes (importés des pays voisins et/ou d'Europe) ou la viande (le bétail et les chèvres sont importés des pays voisins). Enfin, le Libéria dépend très étroitement du dollar américain pour ses échanges commerciaux, et les importations provenant d'Europe sont désormais très chères en raison du cours élevé de l'euro. En conséquence, le Libéria a modifié ses partenariats commerciaux en donnant la préférence aux pays de l'Asie du sud ou aux pays voisins.

### Exportations

Comme indiqué dans le tableau 3 [page 9], les exportations dépendent quasiment uniquement d'un seul produit, le caoutchouc, représentant **92% des exportations totales**. Cette dépendance rend l'économie libérienne extrêmement fragile car elle est étroitement liée aux fluctuations des prix internationaux. Le caoutchouc libérien doit faire face à une concurrence croissante des pays d'Asie comme des autres pays africains, et sa part dans le marché mondial a fortement chuté au cours des dernières décennies. Il est important de noter que le Libéria a déjà traversé une récession économique dramatique dans les années 1970 suite à la baisse de ses revenus liés au caoutchouc face à la crise économique mondiale de l'époque.

Un autre sujet de préoccupation est le déclin anticipé de la production de caoutchouc du fait du mauvais entretien des plantations pendant les 14 années de conflit et du vieillissement des arbres. Il faut de 5 à 7 ans pour qu'un hévéa arrive à maturité pour la production. Il est donc essentiel de lancer rapidement des programmes de plantations: "*La production de caoutchouc, composante essentielle de la croissance agricole, devrait stagner ou décliner pendant quelques années avant de repartir au terme de la période de PRSP*", Ambassade des Etats Unis, 2008.

Les autorités libériennes misent beaucoup sur une augmentation de la contribution d'autres ressources naturelles aux revenus du pays. Des accords ont déjà été signés avec des sociétés étrangères pour l'exploitation du minerai de fer, du bois et pour l'exploration pétrolière sur le littoral libérien. En diversifiant sa production à l'exportation, le Libéria devrait pouvoir réduire sa vulnérabilité aux chocs extérieurs.

## Une économie fondée sur les ressources naturelles

L'économie du Libéria s'est largement construite sur l'exploitation des ressources naturelles et sur le développement de concessions étrangères telles que Firestone dans les années 1920 pour le caoutchouc ; LAMCO<sup>12</sup> ou BMC<sup>13</sup> dans les années 60 pour le minerai de fer ; et différentes sociétés pour les diamants et le bois. La question du développement du pays par le biais de l'exploitation des ressources naturelles par des

---

11 44% de la consommation totale de riz des ménages ruraux

12 LAMCO: Liberian American-Swedish Minerals Company Join venture (Nimba County)

13 BMC: Bong Mining Company, investissement financé par l'Allemagne

sociétés étrangères reste entière puisque les bénéfices directs que reçoit l'Etat libérien des concessions consistent essentiellement en impôts et royalties. Il est par exemple reconnu que “*pendant la période 1951-1977, la Liberian Mining Company avait expédié US\$ 540 millions de minerai de fer alors que l'état libérien a reçu pendant cette même période de 27 ans quelques 84 millions de US\$, soit environ 16% du produit des ventes de la LMC.*” Les matières premières ont été exportées en tant que telle, avec peu ou pas de création de valeur ajoutée pour le pays.

Les risques associés à une telle dépendance doivent être ré-identifiés pour assurer un développement durable. Trois points sensibles peuvent être soulevés:

- ⇒ *L'épuisement potentiel des ressources naturelles nationales par l'intermédiaire de sociétés privées étrangères dont l'ambition première est de faire des bénéfices:* les sociétés privées étrangères ont avant tout comme objectif leurs propres bénéfices et ne sont pas toujours concernées par la durabilité de leurs exploitations. La perspective de génération de bénéfices à court terme peut conduire à une surexploitation des ressources, affaiblissant le développement économique en épuisant les sources de revenus nationaux.
- ⇒ *La forte dépendance aux fluctuations des prix sur le marché international:* Le marché des matières premières a connu de fortes fluctuations au cours des dernières décennies. La concurrence entre les pays exportateurs s'est intensifiée depuis les années 1990 et les partenariats entre les pays sont aujourd'hui souvent motivés par l'intérêt économique plutôt que par des alliances stratégiques<sup>14</sup>. Des partenariats commerciaux incertains associés à des prix internationaux des matières premières volatiles conduisent à des revenus imprévisibles pour l'Etat Libérien. Il est donc extrêmement dangereux de compter sur les ressources naturelles pour financer les importations de produits alimentaires essentiels.
- ⇒ *Les fermiers sont détournés de la production des produits alimentaires de base :* On peut supposer que la possibilité d'obtenir des revenus sûrs et fixes de la part des concessions étrangères a dissuadé un certain nombre de fermiers de cultiver du riz pour le vendre. Bien que le climat et la nature des sols au Liberia permettent deux ou trois récoltes de riz par an, cela n'est en effet quasiment pas pratiqué. Le faible prix du riz dissuade souvent les producteurs et les pousse à prendre des emplois salariés ou à s'engager dans des cultures fortement génératrices de revenus, comme le café ou le cacao. Un autre effet secondaire du système basé sur les concessions est lié au détournement des terres agricoles vers les plantations. Dans les années 1920, il a ainsi été attribué 400 000 hectares de terres à Firestone. La même surface de terre utilisée pour la culture du riz ou d'un autre produit alimentaire de base aurait rendu le pays presque autosuffisant sur le plan alimentaire.

**La principale menace pesant sur la sécurité alimentaire libérienne est sa dépendance économique vis à vis de l'extérieur. La production nationale est faible et globalement non destinée à la vente. Elle contribue donc de manière marginale au revenu national. Le Libéria dépend donc exclusivement de revenus extrêmement volatiles pour financer les importations de biens de première nécessité, lesquels sont par ailleurs sujets à de nombreuses fluctuations de prix. La longue guerre civile a de plus affaibli l'économie libérienne et sa capacité à surmonter la crise alimentaire actuelle.**

**Les solutions macroéconomiques destinées à atténuer l'impact de la crise alimentaire actuelle sont ainsi relativement limitées et ne sont pas neutres à long terme. Par ailleurs, une telle flambée des prix du riz entraîne également une dépendance internationale accrue sur le plan politique car le Libéria compte désormais sur des bailleurs internationaux pour atténuer les effets de la crise.**

---

14 Pendant la guerre froide, le Libéria était un allié des EU

#### **1.4. Quels sont les risques prévisibles ?**

L'impact de la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants devrait s'inscrire dans la durée car l'inflation actuelle crée aussi des tensions sur le budget national.

##### **L'effet boomerang**

Le gouvernement libérien a décidé de supprimer la taxe à l'importation de U\$ 2,1 par sac de riz, afin d'atténuer l'augmentation des prix. Une telle mesure a un effet immédiat sur les consommateurs, mais pourrait également avoir des effets négatifs à moyen terme. En supprimant cet impôt sur le riz importé pendant un an, le Libéria perdrait plus de US\$ 6 millions<sup>15</sup>, ce qui représente 60% du budget du Ministère de la Santé ou presque le double du budget actuel du Ministère de l'Agriculture<sup>16</sup>. Il y a donc un risque d'une forte réduction de certaines dépenses sociales et/ou économiques (investissements, salaires, transferts sociaux, etc...) ayant des conséquences à long terme sur le développement du pays. Une mesure positive à court terme pourrait ainsi avoir des effets préjudiciables une fois replacée dans un contexte à moyen terme. Cela pourrait devenir un problème économique et social important pour le Libéria et les autres pays très dépendants de l'exploitation des ressources naturelles pour assurer leurs revenus. En effet, les négociations à l'OMC menées actuellement dans le cadre du cycle de Doha appellent à une libéralisation totale des marchés sans aucun droit de douane. L'impôt sur le commerce international représente pourtant la principale part du revenu national libérien, avec U\$ 68 millions soit **34.5% du revenu total** [estimation pour 2007-08]<sup>17</sup>. Si cette politique prônée par l'OMC devait être mise en place, le revenu de l'Etat libérien serait ainsi amputé d'environ 34.5%.

##### **L'inextricable dilemme économique**

Le conflit d'intérêt entre les producteurs et les consommateurs s'articule autour de la problématique délicate de la définition du "juste prix". Le dilemme économique concernant les produits alimentaires essentiels repose sur cette question : faut-il les maintenir à un prix abordable pour le consommateur ou à un prix assurant un certain bénéfice pour le producteur? Dans le passé, le gouvernement libérien a privilégié la population urbaine au détriment des producteurs en maintenant les prix du riz à un niveau faible. Avant l'éclatement du conflit, le riz précuit américain se trouvait en abondance et à un prix abordable à Monrovia ; son importation étaient en directe concurrence avec la production locale de riz entraînant la baisse de son prix. Si l'on considère que la crise alimentaire actuelle est perçue comme une menace à la sécurité nationale et à la reprise économique, on peut supposer que l'arbitrage se fera plutôt en faveur de la population urbaine au détriment de la population rurale. La stratégie consistant à favoriser la production agricole a clairement été annoncée par le gouvernement, mais les mesures incitatives ne sont toujours pas claires (inciter les agriculteurs à produire des surplus destinés à la vente, retour à la terre, etc.). De plus, la réhabilitation à grande échelle des infrastructures (routes, marché, services...), un des éléments clés pour assurer cette stratégie, prendra du temps.

##### **La répétition du système économique d'avant guerre**

La dépendance à l'exploitation des ressources naturelles comme source de devises étrangères est courante dans les économies affectées par la guerre. Le rôle du bois ou des diamants dans l'alimentation du conflit libérien a été souvent mis en lumière et a conduit à des sanctions internationales qui sont désormais levées. L'exploitation des ressources naturelles était cependant déjà le pilier de l'économie libérienne avant le conflit, même si la dépendance est aujourd'hui plus forte. Il existe un risque que la stratégie d'un rapide retour sur investissement conduise le gouvernement libérien à privilégier la croissance économique basée sur l'exploitation des ressources naturelles comme il l'a fait avant la guerre. Si l'on se réfère à la Banque Mondiale, le gouvernement du Libéria prévoit que le secteur des ressources naturelles (bois, secteur minier et caoutchouc) soit la principale source de croissance pour les années à venir, avec l'amélioration du secteur

---

15 Selon la Banque Mondiale, la suspension de ce revenu "aura pour conséquence une baisse de revenu de 2,1 millions de US\$ pour la fin de l'année 2007/2008. Le maintien de cette dérogation pour 2008 coûtera 8,6 millions de US\$ de plus.

16 En prenant en considération 160 000 tonnes de riz importé par an.

17 Budget National, du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008

agricole. L'exploitation des ressources naturelles est une source de revenus non discutable mais cela peut également être préjudiciable sur le long terme. Les questions essentielles sont les suivantes:

- ⇒ s'assurer de la durabilité de l'exploitation sans approche prédatrice
- ⇒ utiliser les profits pour le développement national et s'assurer qu'ils ne soient pas accaparés par une minorité (nationale ou internationale)
- ⇒ assurer le développement agricole et éviter la « concurrence » des possibilités d'emplois et de services
- ⇒ garantir une redistribution équilibrée des bénéfices sur l'ensemble du territoire.

Le Ministère de l'Agriculture envisage une extension du système de la concession au secteur agricole. Cela consisterait à donner des zones de rizières à exploiter à des sociétés privées afin d'augmenter la production de riz. Le ministère a ainsi présenté Firestone comme un possible modèle pour le développement agricole: *“Firestone a fourni des semences, des formations ainsi que d'autres infrastructures, et a désormais commencé à acheter – en plus de sa propre production de caoutchouc - le caoutchouc de petits producteurs afin de l'expédier sur les marchés internationaux”*.

### **1.5. Quelles sont les contraintes au développement de la production agricole?**

Selon le Ministère de l'Agriculture, seuls 4% des 600 000 hectares de rizières disponibles sont actuellement exploités. La disponibilité des terres ne constitue pas un problème dans le cadre du développement de la production nationale : la mise en exploitation de seulement un quart de terres actuellement non exploitées suffirait à remplacer les quantités de riz aujourd'hui importées. Le développement de l'agriculture n'est cependant pas simplement un problème de production. En effet, les agriculteurs ne sont pas incités à augmenter la production de produits alimentaires de base au delà de la consommation de leur ménage, du fait d'un secteur agricole libérien peu développé et devant faire face à de nombreuses contraintes:

1. *Un accès difficile aux zones rurales* : L'accès aux zones rurales du pays est rendu particulièrement difficile pendant la saison des pluies en raison du faible développement du réseau routier. Les mauvaises conditions des voies de circulation sont aujourd'hui une contrainte majeure au développement agricole. Elles ont un impact direct sur la compétitivité de la production locale en augmentant le coût du transport. Ainsi, il serait vain d'améliorer la production agricole sans améliorer les liens entre les zones de production et les zones de consommation. Il est cependant intéressant de noter que, dans le PRSP, la priorité numéro 1 du gouvernement pour relancer la croissance économique est bien de « reconstruire les infrastructures, et notamment les routes ».

Le médiocre état des routes a également un effet négatif sur la diversification de l'agriculture car le transport de denrées périssables (légumes, fruits) est rendu très aléatoire et entraîne des pertes importantes.

2. *Déplacements et migrations* : Les migrations économiques et les déplacements de population liés au conflit ont été les principaux facteurs de l'expansion démographique de Monrovia au cours des dernières décennies. Environ 25% de la population a été déplacée pendant les 14 ans de guerre civile et on peut supposer que de nombreuses personnes ne sont pas encore rentrées, voire ne retourneront même jamais dans leur région d'origine. Les opportunités de revenus, de meilleures prestations de santé et d'enseignement, et/ou l'accès plus aisé aux marchés peuvent expliquer cette réticence à retourner à l'agriculture, notamment de la part des jeunes. Une génération a maintenant grandi dans les villes telles que Monrovia. On peut difficilement s'attendre à ce que cette jeunesse qui a désormais un mode de vie totalement urbain retourne à l'agriculture dans les zones rurales. Il est probable que le Libéria doive à l'avenir intégrer le problème d'une répartition déséquilibrée des populations rurales et urbaines. Le dernier recensement national conduit en Mars 2008 indique une augmentation de 133% de la population dans le comté de Montserrado<sup>18</sup> depuis 1984 alors que l'augmentation nationale est de 66%. La population vivant dans le Montserrado représente désormais un tiers de la population totale du pays [population de 1 144 806 au Montserrado et de 3 489 072 au Liberia]<sup>19</sup>. Cela pourrait compromettre la capacité du Libéria rural à satisfaire la demande des zones urbaines en produits alimentaires. La disponibilité de la main d'œuvre sera certainement le problème essentiel à régler afin d'améliorer la production agricole au Libéria.

---

18 *Le Montserrado est le comté incluant Monrovia*

19 *Recensement national de la population et du logement 2008 – résultats préliminaires- Etat libérien*

3. *Concurrence avec les autres activités économiques* : Bien que le climat favorise un système multi-récoltes, les fermiers ne sont pas encouragés à produire des surplus des produits alimentaires de base, en raison des prix de vente peu élevés, d'une capacité de stockage insuffisantes et d'un réseau commercial quasi inexistant. Le produit de la récolte d'un agriculteur est ainsi habituellement destinée à la seule consommation de sa famille, tandis que le travail en tant qu'employé dans les concessions (caoutchouc, mines, etc.) pendant la saison sèche et/ou la culture de café et/ou de cacao offrent des opportunités de revenus.
4. *Capacités insuffisantes de stockage* : Les pertes liées à un stockage et un traitement inappropriés sont importantes : 19% de la récolte de la saison 2007 a ainsi été perdue<sup>20</sup>.
5. *Demande de qualité* : Si elle avait le choix, la population urbaine préférerait acheter du riz importé et notamment le riz américain, de meilleur goût que le riz local selon elle. Ce choix est également influencé par le statut social car les moyens financiers déterminent la variété de riz achetée. Le riz précuit est un signe de richesse. La production locale doit donc aussi surmonter un préjugé social lié à l'occidentalisation du mode de vie dans les villes. La récente immigration massive des zones rurales vers les zones urbaines pourrait en ce sens avoir des effets positifs sur les préférences alimentaires, car les ruraux étaient plus habitués à consommer la production locale.

### ***1.6. Quelles sont les mesures prises ou envisagées afin de réduire les risques de détérioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire?***

Il est important de préciser que les mesures décrites ci-dessous ne sont probablement pas exhaustives. Des stratégies opérationnelles étaient en cours d'élaboration au moment de la rédaction de cette étude. Un suivi et une actualisation des mesures et/ou projets envisagés sont ainsi recommandés.

#### **De la part du gouvernement libérien<sup>21</sup>:**

Le gouvernement s'est mis d'accord sur une série de mesures destiné à répondre à la crise alimentaire. Les objectifs du gouvernement sont : i) *d'atténuer la hausse des prix intérieurs et d'assurer un approvisionnement suffisant*, ii) *de maintenir l'accès à la nourriture pour les ménages les plus vulnérables*, et iii) *de promouvoir une production rapide de produits agricoles dans le pays*.

#### Mesures à court terme à l'échelle macroéconomique:

- ⇒ *Suspension des taxes à l'importation sur le riz et les produits agricoles (engrais, semences, etc.)*: Le gouvernement libérien a suspendu la taxe de US\$ 2,1 par sac afin d'atténuer la forte augmentation du prix du riz. Selon le Ministère du Commerce, cette mesure pourrait être prolongée jusqu'en décembre 2008.
- ⇒ *Prix du riz plafonné*: Le gouvernement a fixé un prix plafond de US\$ 30 le sac de 50 kg de riz brisé chinois pour la vente en gros et à US\$ 31 le sac pour la vente au détail. Comme indiqué précédemment, les prix à la tasse dépassent cependant largement ces niveaux sur les marchés de Monrovia. De nombreuses personnes interrogées se plaignent du non-respect des mesures tarifaires et de l'insuffisance de contrôle des prix. Si l'on en croit les articles de presse récemment publiés [*The Analyst*, 26 juin 2008], le gouvernement aurait décidé une nouvelle augmentation des prix, ce qui donnerait un sac de riz à environ US\$ 35 au niveau du détail et un gallon d'essence à US\$ 4,55. Si ces nouveaux prix sont confirmés, cela illustrera les difficultés rencontrées par le gouvernement pour assurer l'accessibilité aux biens de première nécessité et confirmera les menaces pesant sur les mois à venir.
- ⇒ *Interdiction des exportations de produits alimentaires pour protéger le marché national*: le gouvernement libérien avait décidé d'interdire les exportations de produits alimentaires afin d'éviter que le riz local mais aussi le riz importé ne soit exporté vers les pays voisins où les prix sont plus élevés qu'au Liberia. Cette mesure considérée comme contraire au principe de libre échange a été suspendue par la suite. 'Le

20 Source: Réaction du Libéria aux augmentations mondiales des prix alimentaires- Gouvernement libérien- juin 2008

21 Pour plus d'informations, se référer à "**Réponse du Libéria la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires**" – Gouvernement du Libéria

*gouvernement est convaincu qu'il n'est plus nécessaire de maintenir l'interdiction de l'exportation des denrées alimentaires y compris le riz et l'huile de palme. Le Libéria s'est engagé à maintenir la liberté du commerce et à améliorer les mouvements commerciaux et l'intégration au sein de l'Union de la Mano River et de la CEDEAO" – 28/05/08.*

- ⇒ *Distributions de semences de riz: "Un fond pour la stabilisation du prix du riz a été créé et sera utilisé de la façon suivante : US\$ 250 000 pour acquérir et distribuer des semences de riz et US\$ 500 000 pour acheter du riz brut et des moulins pour la vente".*
- ⇒ *Négociations avec la Chine pour qu'elle reprenne ses exportations vers le Libéria:* des discussions sont actuellement en cours entre le gouvernement et la COFCO (China Oil and Food Corporation) afin de conclure de nouveaux contrats d'importation de riz.
- ⇒ *Négociations avec plusieurs pays afin de constituer un stock tampon de trois mois:* Le gouvernement libérien a entamé des négociations avec entre autre les Etats Unies, le Japon et l'Allemagne, afin d'obtenir une aide en nature ou financière pour constituer un stock tampon de trois à six mois.

#### Mesures à court terme à l'échelle microéconomique:

Ces mesures, qui visent à préserver l'accès à la nourriture des populations les plus à risque, seront principalement soutenues par les agences des Nations unies, notamment le Programme Alimentaire Mondial, et partiellement financées par la Banque Mondiale. La plupart d'entre elles étaient cependant déjà en vigueur avant la crise, mais seront renforcées ou relancées du fait de la crise.

- ⇒ *Aide alimentaire pour les populations vulnérables:* Le Libéria attend le retour d'environ 30 000 réfugiés en provenance du Ghana dans les mois à venir. Ces personnes seront assistées pendant les premiers mois de leur retour, notamment sur le plan alimentaire. Cette mesure n'est donc pas directement liée à la crise actuelle mais constitue la continuation d'un programme de rapatriement et réinstallation qui dure depuis de longues années.
- ⇒ *Réintroduction du programme de cantines scolaire dans les zones urbaines:* Le Programme Alimentaire Mondial (WFP) est depuis longtemps engagé dans les programmes de cantines scolaires au Libéria. Il est désormais prévu de relancer cette action à Monrovia à partir de septembre prochain, après les vacances. L'objectif est de stimuler l'assiduité à l'école mais cela constitue aussi une aide substantielle dans l'économie des familles.
- ⇒ *Alimentation supplémentaire pour les femmes et les enfants:* Les agences de l'ONU (UNICEF, PAM) apporte déjà leur soutien aux programmes de re-nutrition supplémentaires destinés aux enfants modérément malnutris et aux femmes enceintes et allaitantes. L'augmentation des prix constituant une menace de malnutrition, il a été décidé de renforcer ce programme.
- ⇒ *Emplois contre nourriture ou contre argent:* La Banque Mondiale finance déjà des programmes d'emplois contre argent destinés à nettoyer le système de drainage dans Monrovia. L'objectif du gouvernement est d'étendre ce programme afin d'injecter davantage de liquidités dans l'économie locale.

#### Mesures à moyen et long terme:

- ⇒ *Soutien à la production agricole:* Depuis le début de la crise alimentaire mondiale, le secteur agricole occupe une place prépondérante dans les discussions. La Présidente Ellen Johnson-Sirleaf a par exemple déclaré, en avril dernier: *"La seule solution à cette crise consiste à produire nous mêmes nos denrées alimentaires"* tandis que Mr. Toe, Ministre de l'Agriculture, affirmait : *"Nous voulons encourager les fermiers de la zone de Monrovia à se concentrer davantage sur les légumes, car Monrovia représente l'épicentre des marchés, là où la demande en légumes est très forte"*.

L'enveloppe prévue pour le secteur agricole dans le budget national 2008-2009 a doublée en valeur par rapport à l'exercice fiscal en cours [US\$ 6.8 millions contre US\$ 3.4 millions]. Elle ne représente pourtant que 2,4% du budget total de l'Etat [contre 1,6% en 2007-08, ce qui démontre que sa contribution relative n'a augmenté que de 1,5]. Cela se situe bien en dessous de la part relative que John Staaz, professeur d'agriculture et d'économie alimentaire et des ressources, considérait comme un minimum pour une politique agricole efficace. *"Rien ne se passera à moins que [les gouvernements] n'engagent au moins 10% de leurs budgets annuels dans l'agriculture"*.

Le budget 2008-2009 inclurait les initiatives suivantes<sup>22</sup>:

- US\$ 500 000 pour fournir des intrants agricoles (engrais, produits chimiques etc.) à 25 000 fermiers dans tout le pays.
- US\$ 130 000 pour des programmes de multiplication de semences de manioc et de riz de bonne qualité et à haut rendement visant environ 4 000 bénéficiaires.
- US\$ 1 265 000 pour la création, dans chacun des 15 comtés du pays, d'un groupement communautaire pour l'exploitation d'infrastructures agricoles telles que des motoculteurs électriques, des tracteurs, des moulins, des râpes à manioc et des moulins à huile de palme.
- US\$ 900 000 pour l'amélioration de l'Institut Central de Recherche Agricole et les services du Ministère de l'Agriculture.

- ⇒ *Accord de concession*: La production du riz en rizière nécessitant un capital d'investissement plus important, le Gouvernement libérien a indiqué qu'il préférerait l'industrie agricole plutôt que celle par les agriculteurs individuels. Des mesures spécifiques, tels que des accords de concession, sont ainsi prévues pour encourager le développement des rizières à grande échelle.
- ⇒ *Augmentation des salaires minimaux*: Si l'on se base sur le projet de budget annuel pour l'exercice fiscal 2008-2009, le salaire minimum des fonctionnaires s'élèvera à US\$ 70 par mois (contre US\$ 55 actuellement et US\$ 15 en 2006).

### De la part des organisations internationales

Il s'agit d'informations recueillies auprès des différents acteurs rencontrés au cours de l'évaluation; elles pourraient ne pas être exhaustives et/ou ne pas inclure d'autres initiatives plus récentes.

- ⇒ *Banque mondiale*<sup>23</sup>: La Banque Mondiale annonce officiellement l'affectation d'une enveloppe de US\$ 10 millions pour répondre à la flambée des prix. Ce budget serait destiné à constituer «une réponse d'urgence dirigée en faveur des familles les plus vulnérables, et des programmes d'alimentation scolaire et de santé mère-enfant ». La présentation du projet de la Banque Mondiale précise : «La Banque Mondiale suggère un programme d'urgence centré sur des mesures pour : (i) aider le gouvernement à atténuer l'impact de l'inflation des prix des denrées alimentaires sur les plus vulnérables; (ii) initier des actions du côté des fournisseurs qui amoindriront l'impact de la crise sur le moyen terme et le long terme; et (iii) soutenir les mesures politiques visant à améliorer l'efficacité des marchés, stabiliser les prix, et mieux cibler les plus pauvres. »

Les trois composantes suivantes sont proposées:

- Aide budgétaire aux réformes des politiques de prix des denrées alimentaires;
- Aide au programme de prévention sociale;
- Interventions afin de renforcer la production agricole.

- ⇒ *Programme Alimentaire Mondial*: Le Programme Alimentaire Mondial a lancé une évaluation conjointe sur l'impact de la hausse des prix au Liberia, en collaboration avec différents Ministères et acteurs impliqués dans des programmes de Sécurité Alimentaire dans le pays. Cette évaluation couvre l'ensemble du pays et a duré du 10 juin au 10 juillet 2008. Le rapport final devrait sortir début août.
- ⇒ *Union Européenne*: L'Union Européenne, par l'intermédiaire d'ECHO, finance une intervention d'urgence pour les 8 mois à venir pour renforcer le traitement de la malnutrition aigue grave et modérée et finance également l'achat de nourriture par le PAM.
- ⇒ *ONG*: Au moment de la finalisation de cette étude, les ONG n'étaient pas encore engagées dans un processus d'adaptation de leurs stratégies opérationnelles à la crise actuelle. Certaines études étaient cependant en cours ou prévues, ce qui pourrait entraîner une révision des priorités de certains acteurs, tant au niveau rural qu'urbain. Il est cependant important de souligner que la plupart des ONG se sont déjà retirées des programmes d'aide d'urgence et ne sont que peu ou plus impliquées dans l'assistance directe.

---

22 Article de référence d'un journal publié le 28 mai

23 Pour plus ample information, se référer à «*La réponse du Libéria à l'augmentation des prix alimentaires mondiaux – Note de concept de projet*» – Banque mondiale

## 2. Analyse micro économique

---

### 2.1. Contexte de la crise alimentaire actuelle

Le Liberia demeure une économie fragile avec des indicateurs de niveau de vie très bas. Le revenu moyen par habitant a diminué de manière très importante pendant les 14 ans de guerre civile et était estimé à 140 US\$ en 2006 contre 1 269 US\$ en 1980 [FMI – 2008]. Les objectifs de développement pour le millénaire de 2004 indiquaient un taux de mortalité des nourrissons d'environ 117 pour 1000 enfants nés vivants et un taux de mortalité infantile de 194 pour 1000. La mortalité maternelle atteint également des niveaux élevés avec 580 femmes sur 100 000 enfants nés vivants<sup>24</sup>. Un questionnaire d'indicateur-clé de développement mené en 2007 estime à 64% la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national, dont 48% en situation d'extrême pauvreté.

Action contre la Faim a effectué une étude nutritionnelle dans le grand Monrovia en février 2008. Les résultats ont été considérés comme préoccupants car le taux de Malnutrition Aigue Globale [GAM] atteint 17,6% [16,6% pour la Malnutrition Aigue Modérée, 1,0% pour la Malnutrition Aigue Sévère en Z scores]<sup>25</sup>. Ces résultats sont au dessus du seuil d'urgence de 15%, ce qui veut dire qu'une situation nutritionnelle déjà préoccupante prévalait avant la crise alimentaire. Bien que les causes de malnutrition à Monrovia soient nombreuses et pas simplement liées à l'accès alimentaire, les chocs extérieurs tels que la flambée des prix des matières premières essentielles sont extrêmement dangereux en termes de santé publique.

#### Le facteur saisonnier

Il n'existe pas de données fiables reflétant le caractère saisonnier des taux de malnutrition, mais l'augmentation pendant la saison des pluies est largement admise (entre mai et novembre). Les facteurs de risques sont en effet plus nombreux pendant cette période, ce qui entraîne des menaces graves pour la situation sanitaire et nutritionnelle:

- **Augmentation de la production locale:** La saison des pluies correspond à la *période creuse* au Libéria rural, ce qui implique que la production locale est moins abondante et son prix par conséquent plus élevé. L'état déplorable des routes pendant la saison des pluies, accroît les coûts de transport et contribue par conséquent à l'augmentation des prix dans les zones urbaines côtières. Il existe une inflation saisonnière des produits alimentaires de base pendant la saison des pluies.
- **Baisse des liquidités:** Les offres d'emploi sont plus limitées à Monrovia pendant la saison des pluies<sup>26</sup>. Les conditions climatiques limitent les déplacements en ville, ayant des effets négatifs sur le petit commerce qui constitue la principale activité économique des femmes. Dans le grand Monrovia, 77% des femmes travaillent de manière indépendante [CFSNS – 2006], notamment dans de petites entreprises et sont par conséquent exposées aux incertitudes et à l'insécurité des revenus. Les fortes pluies commençant en juin compromettent également largement les travaux extérieurs (construction/chantiers, petits travaux, etc). La conjonction de l'augmentation des prix et du déclin des emplois implique un déclin saisonnier du pouvoir d'achat. A Monrovia, les travailleurs occasionnels non qualifiés sont payés 100 dollars libériens par jour (moins de 2 US\$), ce qui représente 5 tasses ou environ 2 kgs de riz soit environ la consommation quotidienne de riz d'une famille de cinq personnes<sup>27</sup>.
- **Risques de déclenchement d'épidémie:** Les ARI [Infection Respiratoire Aigue], le paludisme, et les diarrhées sont les affections majeures touchant la population de Monrovia tout au long de l'année. Le paludisme est endémique et représente 30% des consultations de MSF à Monrovia. Il existe un pic

---

24 Ces données doivent cependant être considérées avec prudence car les statistiques au Libéria sont souvent sujettes à caution.

25 Pour plus ample information, se référer à ACF Etudes anthropométriques nutritionnelles et de mortalité rétrospective Monrovia, février 2008

26 Pour plus ample information, se référer à ACF, Malnutrition des enfants de moins de cinq ans à Monrovia : quelques clés pour la compréhension, décembre 2007

27 Une famille moyenne est composée de 4,7 membres au Montserrado selon le recensement de 2008 et la consommation quotidienne de riz est estimée à 0,350 kgs par personne par le WFP.

reconnu à la fin de la saison des pluies pour le paludisme comme pour le choléra<sup>28</sup>. Il est utile de souligner que pour les personnes dépendant exclusivement du secteur informel, un congé maladie implique une réduction des revenus du foyer. une telle vulnérabilité au revenu concerne la grande majorité des Libériens puisque seule 17% de la main d'œuvre est employée formellement [FMI – 2008].

- **Déplacements plus difficiles dans la ville et en dehors de la ville:** La population de Monrovia s'est accrue de manière radicale ces dernières décennies sans révision des plans d'urbanisme ou d'investissements adéquats dans les infrastructures publiques (réseaux d'eaux, évacuation, réseaux sanitaires, transports publics, routes, etc.). Monrovia a été conçue pour une population de 350 000 à 450 000 habitants [CFSNS, 2007] alors que le recensement national 2008 estime la population du grand Monrovia à 1 010 970 personnes, soit environ trois fois sa capacité. A cause du système d'évacuation inapproprié, certaines parties de la ville sont inondées et/ou inaccessibles pendant la saison des pluies. Ces obstacles aux déplacements n'ont pas seulement des effets négatifs sur l'économie des ménages, mais ont également des effets sur les conditions sanitaires en raison d'un environnement malsain (eaux stagnantes) et d'une accessibilité moindre aux centres de santé. La densité de la population est élevée à Monrovia (1 500 habitants au mile carré contre une moyenne nationale de 99 habitants au mile carré) avec d'importantes différences entre les districts (la densité dans les bidonvilles de Monrovia tels que West Point et Clara Town étant certainement plus élevée).

La crise alimentaire actuelle constitue ainsi une menace supplémentaire à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un environnement déjà fragile.

#### **Retrait des dispositifs d'urgence des ONG:**

La stabilisation politique du Libéria ces dernières années a conduit au redéploiement de l'aide d'urgence vers des programmes de réhabilitation. La plupart des acteurs se sont retirés de l'aide directe et sont désormais concentrés sur des programmes tendant au renforcement des capacités locales. Il est ainsi probable que la capacité des agences internationales à alerter l'extérieur et réagir au déclenchement d'une crise humanitaire se soit affaiblie à l'intérieur et à l'extérieur de Monrovia.

## ***2.2. Quels sont les effets prévisibles de la crise alimentaire à l'échelle microéconomique?***

Si l'on se base sur les données des TFC/OTP, une augmentation notable des admissions a été observée ces dernières semaines [**augmentation des nouvelles admissions des enfants atteints de malnutrition grave de 40%** entre avril et mai dans les centres nutritionnels ACF/ANDP<sup>29</sup>]. Il serait dangereux d'isoler les causes sous-jacentes de cette malnutrition et il n'existe pas de lien établi entre la crise alimentaire actuelle et l'augmentation des cas de malnutrition, bien qu'il soit probable. Cela confirme simplement l'insécurité nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans à Monrovia. Il y a cependant déjà plusieurs signes visibles qui peuvent être attribués à la crise alimentaire mondiale et peuvent être résumés comme suit:

- **Inégalité face à l'augmentation des prix:** Comme indiqué ci-dessus, le gouvernement libérien a fixé un prix plafond pour le sac de riz de 50 kgs [31 US\$ en gros, 32 US\$ 32 au détail pour le riz brisé]. Le prix à la tasse est quand à lui volatile et a atteint 20 L\$ à la fin mai. Sachant qu'il y a 120 tasses par sac, cela donne à un sac de 50 kgs à environ 39 US\$, soit 20% de plus que les prix officiels. Il est encore plus préoccupant de constater que les revenus les plus faibles sont les plus concernés par l'achat à la tasse : les employés bénéficiant de salaires mensuels réguliers achètent en effet généralement le riz au sac tandis que les ménages à faible revenu payés à la journée sont souvent obligés de répartir leurs dépenses sur tout le mois. Ils n'ont ainsi pas d'autre possibilité que d'acheter le riz à la tasse au fur et à mesure. Il y a ainsi un paradoxe inquiétant qui force les plus pauvres à payer leurs produits alimentaires de base au prix le plus élevé. Par ailleurs, le système d'achat journalier accroît la vulnérabilité face à l'inflation car les ménages les plus pauvres n'ont pas de stocks pour atténuer les effets de l'augmentation des prix. Les ménages les plus pauvres sont ainsi plus sévèrement touchés par la crise alimentaire actuelle.

---

28 En 2007, selon MSF, les cas de choléra ont presque atteint le seuil d'alerte qui déclenche l'ouverture de centres de spécialisés.

29 ANDP: ONG nationale, partenaire d'ACF pour le programme nutritionnel

- **Changement de régime alimentaire:** Le riz constitue la base de l'alimentation des Libériens quelle que soit leur classe sociale et représente environ 28% de leur apport calorique quotidien. Les niveaux de revenus sont cependant déterminants pour le choix du riz (le riz brisé chinois étant de qualité inférieure et la variété la plus consommée) de même que pour la diversification des compléments alimentaires. Le riz est en général consommé avec du poisson, de la viande, des œufs, des légumes (manioc ou pomme de terre) et de la sauce. Il a été largement admis pendant les entretiens que certains des produits alimentaires régulièrement consommés avant la crise ne faisaient plus partie du régime alimentaire des familles en raison de la baisse du pouvoir d'achat. L'apport en protéines a été par exemple largement réduit pour deux principales raisons : i) le budget destiné aux compléments alimentaires a été réduit pour répondre à l'augmentation du prix du riz (puisque le riz demeure le principal aliment); ii) l'augmentation des prix de la viande et du poisson, source majeure d'apport protéinique, en raison du coût du carburant/essence. Le déficit en apport protéinique pourrait avoir des conséquences à long terme sur le développement des enfants et causer une malnutrition chronique. La qualité du riz acheté a également baissé *«nous achetons désormais du riz de qualité inférieure provenant des restes trouvés sur le sol ou dans les sacs endommagés et vendu 15 L\$ au lieu de 20»*. Le riz consommé d'habitude trois fois par jour est de plus en plus remplacé par le manioc dans les foyers aux revenus les plus faibles (2<sup>ème</sup> produit alimentaire de base, mais beaucoup moins apprécié à Monrovia que dans le Libéria rural en tant que substitut). Il a été indiqué à plusieurs reprises que les familles donnaient la préférence aux enfants concernant le riz, ce qui peut impliquer que la détérioration nutritionnelle ait un effet retard en tant qu'indicateur de l'impact de la crise alimentaire.

- **Déclin des sources de revenus:** Les petits commerçants ne disposent pas en général de stock, ou n'ont qu'un fonds de roulement limité. Ils doivent acheter leurs produits à crédit au quotidien aux grossistes et doivent rembourser sur leur chiffre d'affaires quotidien. La crise alimentaire actuelle a un double effet négatif sur leur activité. Tout d'abord, les ménages à faible pouvoir d'achat ont davantage concentré leurs dépenses sur les produits alimentaires de base comme le riz et ont par conséquent réduit leur consommation des autres produits. Ensuite, la capacité des petits commerçants à constituer quotidiennement leur stock a été largement diminuée par l'inflation constante. Plusieurs femmes ont déclaré pendant les entretiens qu'elles ne parvenaient plus à acheter leur fonds de roulement en raison de l'augmentation des prix et devaient cesser leur activité. Sachant que ce petit commerce est la principale source de revenus des femmes à faible revenu, un tel déclin de leur activité économique constitue une menace grave sur leur mode de vie et par extension sur leur sécurité alimentaire.

- **Effondrement des réseaux sociaux:** L'effondrement du tissu social est incontestablement une réalité à Monrovia. Les principales raisons en sont les 14 ans de guerre civile, les déplacements de population des campagnes vers les villes qui en ont résulté, et les infrastructures inappropriées face à une population en augmentation. Il semble cependant que les tensions d'aujourd'hui sur la disponibilité des principales matières premières détériorent encore les relations de voisinage. Le déclin des ressources a entraîné un repli sur la cellule familiale et le partage des repas ou des moyens avec les plus défavorisés semble peu pratiqué. Bien que cette assertion ne soit pas prouvée, les vols auraient augmenté de manière significative dans les districts les plus défavorisés (par exemple Clara Town).

- **Participation des enfants à l'économie locale:** Au cours de certains des entretiens, la participation accrue des enfants à l'économie de la famille a été mentionnée comme stratégie de survie pour les plus pauvres. A ce stade, il est cependant impossible de confirmer ou de quantifier ce phénomène. Cela pourrait cependant être considéré comme un indicateur de la détérioration de la situation dans les mois à venir.

- **Développement des stratégies d'adaptation:** La coexistence de la flambée des prix et de la sensibilisation par le gouvernement au *«retour à la terre»*<sup>30</sup> entraîne un mouvement notable vers les activités agricoles à Monrovia. Le potentiel agricole est élevé dans le grand Monrovia et largement sous-exploité. Selon M. Logan, Ministre Adjoint à l'Agriculture, le nombre des agriculteurs a récemment augmenté à Monrovia et dans ses faubourgs: *«Le nombre d'agriculteurs a triplé. Cette crise alimentaire est une occasion de relancer la production agricole»*<sup>31</sup>. L'accessibilité moindre à la plupart des produits

---

30 Discussion avec Mme Morris, Ministre du Commerce et de l'Industrie le 29 mai 2008

31 Discussion avec M Logan le 6 jui, 2008

alimentaires encourage les habitants des villes à réduire leur dépendance au marché en développant des récoltes pour leur propre consommation et/ou pour la vente. Comme il a été parfois souligné, *“avant la guerre civile, nous étions employés et par conséquent nous n’avions ni le temps ni le besoin de cultiver la terre”*. L’intérêt pour les cultures est de plus motivé par des changements radicaux de la population de Monrovia depuis la guerre civile. Les déplacements massifs des zones rurales vers les zones urbaines en peu de temps ont complètement transformé l’aspect de Monrovia, désormais peuplé d’une part importante d’anciens agriculteurs. Les discussions avec de nombreux habitants et le personnel de Concern<sup>32</sup> ont confirmé cette tendance à une reprise progressive de l’agriculture à Monrovia.

L’accès à la terre constitue cependant une contrainte sérieuse au sein de la ville, qui pourrait être une source de tensions à l’avenir. Selon le Ministère de l’Agriculture, la pression démographique conduit le gouvernement à libérer des terres pour l’habitat ce qui contribue à réduire la part de terre disponible pour l’agriculture. Par ailleurs, certains districts situés en centre ville [West Point, Water Side, Sleepway...], très peuplés, n’ont pas accès aux terres cultivables, même pas à un jardin potager.

La guerre civile a également entraîné une émigration importante en Amérique du Nord ou en Europe. Bien que cela ne soit pas évalué, la dépendance aux devises provenant de ces pays a probablement augmenté ces derniers mois.

### ***Risques prévus à moyen et long terme***

En analysant l’impact de la crise alimentaire internationale, une vigilance particulière doit être accordée aux conséquences à moyen et long terme. Certaines des décisions prises afin d’atténuer les conséquences immédiates causeront probablement des effets secondaires négatifs à long terme - bien qu’il soit très sans doute impossible d’établir la corrélation entre les deux. Le risque prévu à moyen et long terme est la possible désaffectation des fonds des autres secteurs en raison de l’augmentation des prix des principales matières premières. Ainsi, par exemple, les conséquences des dépenses réduites de santé ou d’enseignement pourraient ne pas être détectées à court terme, mais auraient certainement des effets négatifs durables.

---

32 Concern a démarré un projet de jardins potagers à Monrovia en mars 2007

### 3. **Recommandations**

---

Les recommandations décrites ci après ne sont pas exhaustives car directement centrées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sur la base d'indicateurs alarmants pour les mois à venir, et d'une situation déjà fragile de la population, une réponse immédiate ainsi que des mesures à plus long terme sont fortement recommandées. Comme cette étude ne s'est concentrée que sur Monrovia, d'autres investigations seraient pertinentes – notamment dans les zones rurales - afin de mieux comprendre l'impact de la crise alimentaire mondiale sur le Libéria.

#### *3.1. Recommandations à court terme*

Le cadre suivant inclut différentes interventions possibles pour tenter d’**atténuer les effets de la flambée des prix des matières premières sur les populations urbaines les plus à risque**. Ainsi qu'il est exposé ci dessous, ACF pourrait s'impliquer dans certaines solutions spécifiques relevant de son mandat et de son expertise technique.

## **Potentielle intervention d'ACF pour une réponse à court terme**

---

Les efforts doivent être concentrés sur les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitant leur enfant. Bien que la flambée des prix des principales matières premières aient des effets négatifs sur l'intégralité de la population dépendant du marché, ses conséquences diffèrent de manière significative selon le statut et la situation de la personne/famille. Dans un contexte tel que celui de Monrovia, il est hors de question de déterminer tout critère de vulnérabilité socio-économique et l'idée de cibler une action sur la base de la vulnérabilité au revenu doit ainsi être rejetée. En prenant en considération les taux de malnutrition et d'autres indicateurs de santé publique pour les mères et les enfants en dessous de cinq ans au Libéria, ces derniers peuvent être considérés comme une population à haut risque en cas de détérioration de la situation économique. Ces raisons pourraient justifier la motivation d'ACF de concentrer son intervention sur ce groupe spécifique (enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes ou allaitant leur enfant). Cela est de plus justifié par le programme de nutrition déjà en cours ainsi que la logique de développement d'activités complémentaires.

Il est bon de souligner à ce stade qu'une distribution générale de nourriture pour les enfants de moins de cinq ans a été envisagée mais rejetée pour différentes raisons: des données démographiques qui ne sont pas encore mises à jour, rendant ainsi aléatoires les prévisions de distribution générale; un système d'alerte fonctionnant par l'intermédiaire des programmes nutritionnels donnant la possibilité d'un renforcement en cas de besoin; les prérogatives gouvernementales de garantie de la sécurité alimentaire des populations à risque élevé, qui pourraient mettre en question la responsabilité des ONG en matière de distributions générales de produits alimentaires.

La réponse d'ACF sera développée en fonction de la stratégie du gouvernement.

### **Objectif spécifique n°1**

**Augmenter davantage la capacité de réponse à une hausse des taux de morbidité (y compris la malnutrition)**

#### **Activité 1 – Extension de la réponse d'ACF & d'ANDP afin de traiter et détecter la malnutrition modérée et grave dans le grand Monrovia**

---

Sur la base des résultats de la dernière étude nutritionnelle et de la crise alimentaire actuelle et des risques qui y sont liés, ACF a décidé d'étendre sa réponse en matière de nutrition en augmentant la couverture pour le traitement des enfants modérément et gravement malnutris. Cette décision a été de plus motivée par la crise alimentaire mondiale actuelle car il est supposé qu'une modification de l'accessibilité aux principales matières premières aggraverait une situation nutritionnelle déjà préoccupante. Une augmentation importante des admissions d'enfants gravement malnutris a déjà été observée dans certains centres nutritionnels d'ACF ces dernières semaines, bien qu'il soit aujourd'hui impossible d'établir un lien de cause à effet entre cette augmentation et la crise alimentaire. Il s'agit cependant d'un indice que la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans demeure préoccupante.

Ce programme sera mis en œuvre par ACF et son partenaire local, ANDP, avec la collaboration du ministère de la Santé, un soutien en nature de l'UNICEF et du Programme Alimentaire Mondial et un soutien financier d'ECHO et d'autres partenaires. La réponse en urgence à Monrovia est conçue pour 600 enfants gravement malnutris et 3 000 enfants modérément malnutris sur une période de 8 mois.

Ce programme nutritionnel doit également comporter un système d'alerte rapide afin de déclencher une réponse renforcée en cas d'augmentation radicale des admissions dans les TFC/OTP et les SFC.

### **Objectif spécifique n°2**

**Atténuer les risques d'épidémies et détérioration plus grave de la situation nutritionnelle en répondant aux besoins des populations à risque élevé**

#### **Activité 2 – Repas quotidiens hydratés pour les enfants de moins de trois ans dans Monrovia**

---

*L'activité 2 est conforme à la stratégie du gouvernement illustrée par l'objectif (ER 2.01) – Aide alimentaire aux pauvres en zones rurales et urbaines – "Préserver l'accès aux produits alimentaires et à l'assistance nutritionnelle des ménages vulnérables".*

Sur la base des risques accrus reconnus de malnutrition et d'épidémies pendant la saison des pluies, il est recommandé de prévoir des distributions d'aliments hydratés et déshydratés aux enfants de moins de trois ans jusqu'à novembre prochain. Un contrôle régulier de la situation doit être effectué en même temps que le programme et devrait aider à décider son arrêt ou sa poursuite. A ce stade, l'arrêt en novembre est une option présumée et une révision nécessiterait une justification complémentaire.

### **Objectifs généraux:**

Atténuer les effets négatifs immédiats de la flambée des prix des matières premières sur les populations à risque élevée dans la zone urbaine de Monrovia.

### **Objectif spécifique:**

Atténuer les risques de détérioration plus grave de la situation nutritionnelle en répondant aux besoins des populations les plus en danger

**Groupe cible :** Enfants de 6 à 36 mois vivant dans le grand Monrovia

Bénéficiaires indirects : familles des bénéficiaires directs (pouvoir d'achat amélioré par l'économie et dépenses correspondant aux repas gratuits); personnel de la cantine aidé par un emploi rémunéré en liquidités

**Charge totale:** Le nombre d'enfants de moins de trois ans dans le grand Monrovia serait compris entre 80 000 et 105 000<sup>33</sup>

**Population cible:** les capacités d'ACF pourraient difficilement aller au delà d'une population cible de 20 000 à 25 000 enfants

**Emplacements des sites de distribution:** Bidonvilles ou quartiers pauvres souffrant d'un niveau élevé de malnutrition

- *Infrastructures peu développées:* Comme indiqué ci dessus, les infrastructures de Monrovia ont été conçues pour une population de moins de 450 000 personnes et le plan d'urbanisme n'a pas été revu depuis des décennies. De plus, 14 ans de guerre civile ont gravement endommagé les bâtiments et les infrastructures à l'intérieur et à l'extérieur de Monrovia. Certains districts sont particulièrement exposés aux risques sanitaires en raison de l'effondrement ou de l'inexistence d'infrastructures adéquates. Par exemple, West Point ou Clara Town ne sont pas dotés de système d'évacuation permettant de gérer les inondations saisonnières ce qui implique des risques d'épidémies (paludisme, choléra, diarrhée...). Les risques sanitaires sont croissants face à l'absence complète de latrines dans des districts pourtant très peuplés. Par ailleurs, le manque d'infrastructures constitue un coût économique supplémentaire pour les résidents car ils doivent acheter l'eau potable, fournie individuellement par camion-citerne.
- *Accès réduit à l'emploi formel:* La majorité de la population de Monrovia dépend de l'emploi informel. Les activités sont principalement liées au commerce et à la saison. Bien que la définition d'offres d'emploi soit audacieuse à ce stade, on peut présumer que les résidents des bidonvilles sont principalement concernés par le travail précaire avec un degré élevé d'incertitude de revenu.
- *Forte densité de population:* La densité de population est forte à Monrovia dans l'ensemble mais il y a de nombreuses différences entre les districts qui devraient certainement être précisées par les résultats définitifs du recensement. La densité de population à Clara Town et West Point est par exemple incontestablement plus forte que la moyenne, ce qui implique des risques sanitaires plus élevés, des tensions de voisinage et de l'insécurité.
- *Taux élevé des admissions dans le TFC/OTP:* ACF et ANDP indiquent lors des admissions dans leurs TFC ou OTP d'enfants gravement malnutris leur origine. Ces informations peuvent être utilisées pour identifier les zones les plus touchées. Les données doivent cependant être analysées avec prudence car la couverture inégale des centres de nutrition et de l'examen des données peut conduire à des partis pris. L'extension du programme dans les mois à venir contribuera à améliorer la qualité de l'information.
- *Accès difficile aux terres:* Certains des districts à densité élevée n'ont pas accès aux terres ni même à un jardin potager. Les résidents n'ont par conséquent pas la possibilité de diversifier leur alimentation ou leurs sources de revenus.

---

33 *Enfants de 6 à 36 mois ~ 8% de la population totale.*

### ***3.2. Recommandations à moyen et long terme***

Ainsi qu'il est mis en évidence dans le présent rapport, le Libéria est particulièrement vulnérable à cette crise alimentaire mondiale car le pays dépend largement des importations pour ses matières premières de base. Jusqu'à maintenant, la production de produits alimentaires de base n'a pas constitué une priorité malgré un potentiel agricole évident, et les petits agriculteurs ont été négligés par les politiques nationales. Ainsi les interventions tendant à réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur seraient particulièrement pertinentes et réalistes dans le contexte libérien. L'amélioration de la production agricole a été annoncée en tant que priorité par le gouvernement pour aider à l'autosuffisance du pays en riz et autres matières premières essentielles. La difficulté consistera cependant à éviter de créer une autre dépendance sur les cendres de la dépendance actuelle. En réduisant la dépendance des consommateurs sur le marché international, les politiques entreprises dans le but d'augmenter les rendements pourraient en effet augmenter la dépendance des producteurs locaux aux marchés en créant une demande importante d'engrais et de variétés de semences améliorées.

L'impact à long terme des mesures prises pour améliorer la production agricole des petits producteurs et les relations économiques et sociales constitue un enjeu déterminant qui doit être pris en considération et suivi dans les années à venir.

## **Potentielle implication d'ACF dans le cadre d'une réponse à moyen et long terme**

---

### **Objectif spécifique N°1**

**Améliorer la résistance des populations à risque en contexte urbain en diversifiant les sources d'approvisionnement alimentaire et de revenu**

#### **Activité 3 – Aide aux jardins potagers dans le grand Monrovia**

---

Comme indiqué ci dessus, 14 ans de conflit ont eu pour conséquence un afflux massif de populations des zones rurales vers Monrovia. Bien que de nombreux migrants soient retournés chez eux, il est incontestablement reconnu que la population de Monrovia a extraordinairement augmenté au cours des deux dernières décennies. Les capacités et l'intérêt pour les activités agricoles sont certainement présents à Monrovia, bien que les compétences nécessaires à l'agriculture urbaine diffèrent de celles du Libéria rural. L'optimisation de l'espace est par exemple une nécessité absolue en contexte urbain tandis que la densité de population très faible dans les zones rurales n'implique pas une occupation optimisée des terres. L'une des principales contraintes concernant l'agriculture à Monrovia est liée au problème de l'accès à la terre.

**Principe:** ACF ne doit pas intervenir entre les fermiers et les propriétaires terriens publics ou privés. Les questions relatives à l'utilisation de la terre doivent être résolues directement sans intervention extérieure. ACF, ainsi que les autres ONG impliquées dans les activités agricoles et la FAO, peuvent cependant porter le problème de l'accès à la terre devant le Ministère de l'Agriculture puisque le développement des jardins potagers à Monrovia a été cité comme une priorité du gouvernement. Militer pour un accès des groupes communautaires aux terres publiques pourrait ainsi faire partie de la stratégie, dès lors qu'il s'agit d'un principe global et non de résoudre des cas spécifiques.

Une étude spécifique de faisabilité et d'opportunité des jardins potagers à Monrovia a été réalisée en même temps que la présente étude. Des informations plus détaillées seront ainsi disponibles dans le rapport concerné.

### **Objectif Spécifique N°2**

**Réduire la dépendance aux marchés internationaux pour les produits alimentaires de base**

#### **Activité 4 – Soutenir le secteur agricole à Lofa**

---

ACF met en œuvre des programmes de sécurité alimentaire dans le Libéria rural depuis plusieurs années. Les activités destinées à améliorer la production agricole par une aide au retour sont toujours en cours dans le Lofa.

### **Objectif spécifique N3**

**Renforcer la capacité des petits agriculteurs de compter sur leur propre production**

#### **Activité 5 – Analyse de l'impact sur les petits agriculteurs des politiques et orientations agricoles**

---

Bien que certains leaders voient dans la crise actuelle une occasion de développer le secteur agricole, l'argument consistant à dire que ce développement bénéficierait aux petits agriculteurs demeure discutable. Il n'y a par exemple aucune garantie qu'une augmentation du prix d'achat des matières premières alimentaires bénéficierait aux producteurs. Il y a une atomisation totale de la production au Libéria car le système de coopérative y est encore très peu développé. Par ailleurs, la production est en général vendue brute à la ferme. Les communications difficiles entre les villages et les principaux marchés impliquent une dépendance totale des agriculteurs aux intermédiaires. La capacité des agriculteurs à influencer sur le prix d'achat est donc

extrêmement limitée. On peut donc supposer que dans un tel contexte, les négociants seront les premiers à bénéficier de l'augmentation des prix.

Le gouvernement du Libéria a défini sa troisième priorité stratégique comme “*La promotion des augmentations de la production nationale*”. En fonction des actions menées, un tel objectif peut bénéficier ou non aux petits agriculteurs ou peut même leur être préjudiciable si l'on prend en considération une perspective à long terme. Il y a une différence considérable entre la promotion de l'autosuffisance alimentaire nationale et l'autosuffisance et l'indépendance des agriculteurs. La réduction de la dépendance aux importations peut être facilement obtenue en concentrant et en intensifiant la production et en améliorant les circuits de commercialisation. Il est cependant improbable qu'une telle stratégie bénéficie aux petits agriculteurs ou aux zones éloignées. Une telle politique créera en effet une concurrence injuste entre les grandes exploitations mécanisées et les petites exploitations basées sur le travail intensif, ce qui impliquera des divergences de prix. La question est donc de savoir si ce sont les agriculteurs ou le marché qui seront réellement considérés comme étant au cœur des politiques de développement.

#### **4. Conclusion**

---

Les conclusions de la présente étude menée à Monrovia ne doivent pas occulter l'impact de la crise alimentaire dans le Libéria rural. La sécurité alimentaire jusqu'à la prochaine récolte constitue probablement un enjeu dans les contés éloignés, bien qu'ils soient moins dépendants du marché pour leur consommation alimentaire. Les prix des matières premières de base sont en effet beaucoup plus élevés dans les zones rurales qu'à Monrovia.

Les menaces pesant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle seront particulièrement aiguës jusqu'à la prochaine récolte dans les zones rurales tandis que la crise pourrait durer plus longtemps dans les zones urbaines. Il est en effet improbable que la prochaine moisson contribue de manière significative à une diminution des prix à Monrovia car le riz local demeure marginal. Les délais et les indicateurs sont ainsi différents lorsqu'on envisage l'impact de la crise alimentaire mondiale dans les zones urbaines ou rurales.

En prenant en considération les différents indicateurs internationaux et nationaux, on peut considérer que le pic de la crise n'a pas encore été atteint au Libéria. Afin d'empêcher la détérioration d'une situation déjà préoccupante, ACF est convaincue de la nécessité de développer ses activités liées à la nutrition et souhaite développer une réponse au problème de la sécurité alimentaire à Monrovia.